



# Assemblée générale

Distr. limitée  
28 novembre 2001  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-sixième session

### Troisième Commission

Point 119 c) de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme :**

**situations relatives aux droits de l'homme**

**et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux**

**Projet de résolution présenté par le Président de la Troisième Commission  
à l'issue de consultations officielles**

## Question des droits de l'homme en Afghanistan

*L'Assemblée générale,*

*Guidée* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>1</sup>, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme<sup>2</sup> et les règles humanitaires reconnues, telles qu'elles sont énoncées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949<sup>3</sup> et les protocoles facultatifs de 1977<sup>4</sup> s'y rapportant,

*Réaffirmant* que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont librement souscrites en vertu des divers instruments internationaux,

*Rappelant* que l'Afghanistan est partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>5</sup>, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>2</sup>, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>2</sup>, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>6</sup>, à la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>7</sup>, à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre<sup>8</sup>, aux Conventions de l'Organisation internationale du Travail No 100 sur

<sup>1</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>2</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>3</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, Nos 970 à 973.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 1125, Nos 17512 et 17513.

<sup>5</sup> Résolution 260 A (III).

<sup>6</sup> Résolution 39/46, annexe.

<sup>7</sup> Résolution 44/25, annexe.

<sup>8</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, No 973.



l'égalité de la rémunération, et No. 105 sur l'abolition du travail forcé, et a signé la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>9</sup>,

*Rappelant également* toutes ses résolutions pertinentes, les résolutions du Conseil de sécurité et les déclarations faites en son nom par son président, ainsi que les décisions du Conseil économique et social, les résolutions et décisions de la Commission des droits de l'homme et les résolutions de la Commission de la condition de la femme,

*Rappelant* les résolutions 1333 (2000) et 1378 (2001) du Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan, adoptées respectivement le 19 décembre 2000 et le 14 novembre 2001,

*Rappelant également* d'autres résolutions du Conseil de sécurité, à savoir les résolutions 1296 (2000) du 19 avril 2000 sur la protection des civils, 1379 (2001) du 20 novembre 2001 sur la protection des enfants dans les conflits armés, et 1325 (2000) du 31 octobre 2000, ainsi que la déclaration faite en son nom par son président le 31 octobre 2001<sup>10</sup>, concernant les femmes, la paix et la sécurité,

*Exprimant sa vive préoccupation* face à l'ampleur effroyable de la crise humanitaire qui sévit dans le pays,

*Se félicitant vivement* de la nomination, par le Secrétaire général, d'un Représentant spécial pour l'Afghanistan, et souscrivant aux orientations définies par le Représentant spécial du Secrétaire général devant le Conseil de sécurité à sa séance du 13 novembre 2001<sup>11</sup>,

*Affirmant* le rôle essentiel de l'Organisation des Nations Unies, qui consiste à appuyer les efforts déployés par le peuple afghan pour mettre en place une nouvelle administration de transition en prélude à la formation d'un gouvernement, et que l'une et l'autre de ces instances devraient :

- a) Avoir une large assise, être multiethnique, pleinement représentative de l'ensemble du peuple afghan, attachée à la paix avec les voisins de l'Afghanistan,
- b) Respecter les droits fondamentaux de tous les Afghans, sans considération de sexe, d'appartenance ethnique ou de religion,
- c) Honorer les obligations internationales de l'Afghanistan, notamment en coopérant pleinement à la lutte internationale contre le terrorisme et contre le trafic de drogues à l'intérieur ou en provenance de l'Afghanistan,
- d) Faciliter l'acheminement d'urgence des secours humanitaires et le retour en bon ordre des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, lorsque la situation le permet,

*Affirmant* que l'incrimination des auteurs de violations graves des droits de l'homme, ainsi que de leurs complices, est essentielle pour que les victimes aient un recours effectif, et qu'elle est déterminante pour garantir un système judiciaire juste et équitable et assurer à terme la réconciliation et la stabilité des pays,

---

<sup>9</sup> Résolution 34/180, annexe.

<sup>10</sup> S/PRST/2001/31.

<sup>11</sup> Voir S/PV.4414.

*Soulignant* qu'il importe de garantir la participation pleine et entière des femmes aux processus de décision concernant l'avenir de l'Afghanistan,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport intérimaire du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan<sup>12</sup>, le rapport de la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences<sup>13</sup>, sur sa mission en Afghanistan, et les conclusions et recommandations qui y figurent;

2. *Condamne vigoureusement* :

a) Les exécutions sommaires commises par les Taliban à Yakawlang en janvier, mai et juin 2001;

b) Les violations et atteintes massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire, commises essentiellement par les Taliban : atteintes au droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne, au droit de ne pas être soumis à des tortures et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la liberté d'opinion, d'association et de mouvement, recrutement et utilisation d'enfants dans les combats, en violation des normes internationales;

c) Les massacres de civils en guise de représailles et les exécutions sommaires qui ont accompagné ces dernières années les prises ou reprises de contrôle de certaines zones par les belligérants;

d) Les arrestations et détentions arbitraires opérées de manière routinière par les Taliban, ainsi que les procès expéditifs suivis d'exécutions sommaires dans tout le pays;

e) Les violations flagrantes des droits fondamentaux des femmes et des fillettes, y compris toutes les formes de discrimination à leur égard, en particulier dans les zones sous contrôle taliban, et les cas de violations flagrantes des droits les plus élémentaires des femmes et des fillettes, enlèvements et rapt, mariages forcés et traite;

3. *Condamne vigoureusement* le meurtre des journalistes étrangers tués en novembre 2001 en Afghanistan, et condamne de nouveau fermement le meurtre, par les Taliban, de diplomates iraniens et de correspondants de l'agence de presse de la République islamique, ainsi que l'agression et le meurtre d'employés des Nations Unies dans les zones alors sous contrôle taliban, et appelle toutes les parties afghanes à coopérer pour enquêter au plus vite sur ces crimes odieux afin de traduire leurs auteurs devant la justice;

4. *Condamne* les autorités taliban pour avoir continué d'autoriser l'utilisation du territoire afghan comme base d'activités terroristes;

5. *Constate avec une profonde inquiétude* l'existence de millions de réfugiés afghans et leur nombre croissant, tout en reconnaissant le lourd fardeau supporté par les pays voisins, en particulier la République islamique d'Iran et le Pakistan, et apprécie les efforts consentis par ces pays hôtes pour améliorer le sort des réfugiés;

<sup>12</sup> A/54/409 et Add.1.

<sup>13</sup> E/CN.4/2000/68/Add.4.

6. *Souligne* que les obligations souscrites en vertu du droit international, y compris les instruments relatifs aux droits de l'homme, s'appliquent également aux demandeurs d'asile;

7. *Se déclare préoccupée* par le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan et par leur situation, et encourage les efforts tendant à satisfaire les besoins de ces personnes en matière de sécurité et d'assistance en Afghanistan;

8. *Appuie* l'élaboration rapide d'une stratégie globale visant à assurer le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire, qui prévoirait notamment le passage sans heurt de l'assistance humanitaire au relèvement et au développement durable à long terme, ainsi qu'une solution durable pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment leur retour librement consenti dans de bonnes conditions de sécurité et dans la dignité, et demande à la communauté internationale de fournir une assistance supplémentaire à cet égard;

9. *Demande* instamment à toutes les parties de collaborer et coopérer pleinement avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan;

10. *Souligne* la nécessité d'une réconciliation nationale et de l'établissement de l'État de droit, de règles de bonne gouvernance et de la démocratie en Afghanistan ainsi que celle d'entreprendre en parallèle des travaux majeurs de reconstruction et de redressement;

11. *Condamne énergiquement* tous les actes de violence et d'intimidation commis à l'encontre du personnel humanitaire, et demande instamment à toutes les parties afghanes d'assurer la sécurité et la liberté de circulation de tout le personnel des Nations Unies et personnel associé et de celui des organismes à vocation humanitaire, ainsi que leur accès, dans de bonnes conditions de sécurité et sans entrave, à toutes les populations touchées, et de garantir à tous les Afghans l'accès à l'aide humanitaire, à l'éducation et aux installations sanitaires sans discrimination pour quelque motif que ce soit, notamment en raison du sexe, de l'appartenance ethnique ou de la croyance religieuse;

12. *Demande* à toutes les parties afghanes :

a) De respecter intégralement tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sans discrimination pour quelque motif que ce soit, notamment en raison du sexe, de l'appartenance ethnique ou de la croyance religieuse, conformément au droit international;

b) De mettre fin aux exécutions sommaires et arbitraires et de s'abstenir d'actes de représailles et de s'acquitter rigoureusement des obligations que leur imposent les instruments relatifs aux droits de l'homme et le droit international humanitaire;

c) De réaffirmer publiquement leur engagement de respecter pleinement le droit humanitaire et les normes internationales reconnues en matière de droits de l'homme et de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population civile;

d) De s'abstenir de recruter et d'utiliser des enfants dans les hostilités, en violation des normes internationalement reconnues, et de prendre toutes les mesures voulues en vue de démobiliser les enfants touchés par la guerre et d'assurer leur réinsertion dans la société;

e) De faciliter l'accès à des recours effectifs aux victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire et de déférer aux tribunaux les auteurs de ces violations, conformément aux normes internationalement reconnues;

f) D'honorer leurs obligations et engagements concernant la sécurité de tout le personnel des missions diplomatiques, de l'Organisation des Nations Unies et des autres organismes internationaux et organisations non gouvernementales ainsi que de leurs locaux et de toutes les fournitures humanitaires en Afghanistan, et de coopérer, pleinement et sans discrimination pour quelque motif que ce soit, notamment en raison du sexe, de la nationalité ou de la croyance religieuse, avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui lui sont apparentés, de même qu'avec les autres organisations, institutions et organisations non gouvernementales à vocation humanitaire;

g) De traiter conformément aux instruments internationaux pertinents tout suspect et toute personne détenue ou reconnue coupable et de ne pas procéder à des détentions arbitraires en violation du droit international;

13. *Demande* à toutes les parties afghanes de respecter pleinement les libertés et droits fondamentaux égaux des femmes et des filles, conformément au droit international relatif aux droits de l'homme et, en particulier, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de mettre fin sans retard à toutes les violations des droits fondamentaux des femmes et des filles et de prendre d'urgence des mesures pour assurer :

a) L'abolition de toute mesure législative ou autre se traduisant par des discriminations à l'encontre des femmes et des filles et de celles qui empêchent la réalisation de tous leurs droits fondamentaux;

b) La pleine participation des femmes à la vie civile, culturelle, économique, politique et sociale, de façon effective et à égalité, dans tout le pays et à tous les niveaux;

c) Le respect du droit des femmes au travail et leur réintégration dans leur emploi, notamment dans le système des Nations Unies et les organisations de défense des droits de l'homme;

d) Le droit égal des femmes et des filles à l'éducation sans discrimination, la réouverture des écoles et l'admission des femmes et des filles à tous les niveaux de l'enseignement;

e) Le respect du droit égal des femmes et des filles à la sûreté de leur personne et l'engagement de poursuites à l'encontre des responsables d'agressions physiques contre les femmes;

f) Le respect de la liberté de mouvement des femmes et des filles;

g) Le respect de l'accès effectif et à égalité des femmes et des filles aux installations nécessaires pour protéger leur droit au plus haut niveau possible de santé physique et mentale;

14. *Prend note avec satisfaction* des activités menées par le système des Nations Unies, les organisations internationales et non gouvernementales et le Comité international de la Croix-Rouge dans tout le territoire de l'Afghanistan;

15. *Rappelle* qu'elle a invité le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à entreprendre sans délai une enquête approfondie sur les cas signalés d'exécutions sommaires, de viols et d'autres traitements cruels en Afghanistan, déplore profondément l'absence de coopération de la part des parties afghanes qui a empêché cette enquête de procéder de façon efficace, et exhorte toutes les parties à respecter l'engagement qu'elles ont pris de collaborer aux enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies;

16. *Invite* les organes compétents des Nations Unies à offrir, le cas échéant, des services consultatifs et une assistance technique dans le domaine des droits de l'homme;

17. *Fait appel* aux États Membres, aux organismes et programmes du système des Nations Unies, aux institutions spécialisées et à d'autres organisations internationales :

a) Pour qu'ils veillent à ce que toutes les opérations des Nations Unies tiennent compte de la parité entre les sexes, notamment dans le choix de leur personnel d'encadrement, et veillent à ce que les femmes bénéficient de ces programmes à égalité avec les hommes;

b) Pour qu'ils donnent suite aux recommandations de la mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes en Afghanistan, sous la direction de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, et mettent en oeuvre des programmes spécifiquement conçus pour satisfaire les besoins particuliers de toutes les femmes et filles afghanes et promouvoir leurs droits fondamentaux;

c) Pour qu'ils appuient les structures de la société civile qui sont actives dans le domaine des droits de l'homme, en particulier des droits des femmes;

18. *Demande* aux parties afghanes de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et avec tous les autres rapporteurs spéciaux qui demandent à visiter l'Afghanistan et de leur faciliter l'accès à tous les secteurs de la société et à toutes les régions du pays;

19. *Prie* le Secrétaire général :

a) D'apporter au Rapporteur spécial toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin;

b) De veiller, en consultation avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à la création de capacités en matière de droits de l'homme dans le cadre des activités menées par l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan;

20. *Invite* le Rapporteur spécial à lui communiquer, s'il y a lieu, ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme, des rapports actualisés sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan;

21. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Afghanistan à sa cinquante-septième session, compte tenu des éléments nouveaux que lui fourniront la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social.

---